

# Budget 2024 : la véritable fin du quoi qu'il en coûte

Y'a plus qu'à

Bercy prévoit de ramener la dette autour de 108% du PIB en 2027, contre 112,5% dans le précédent programme de stabilité. L'Etat va accroître ses efforts sur la réduction des dépenses pour compenser l'augmentation de la charge de la dette.

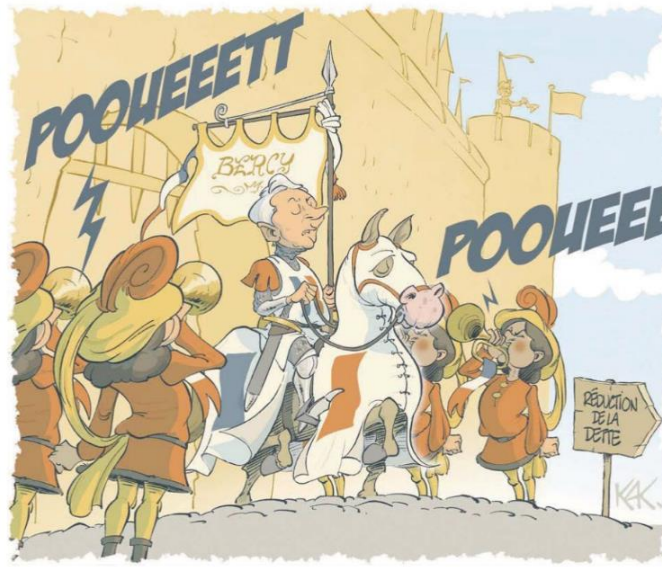
Marc Vignaud

« ON NE PEUT PLUS AVOIR des ministères qui, tous les jours, annoncent des dépenses qu'ils ne savent pas financer. » Dans l'entourage de la Première ministre Elisabeth Borne, on ne cache pas un petit agacement vis-à-vis de l'équipe gouvernementale. Bien des ministres ont du mal à tourner la page du « quoi qu'il en coûte ». Matignon a donc décidé de leur mettre un coup de pression pour les ramener à la raison.

Dans sa lettre annuelle de cadrage pour préparer le budget 2024, elle leur a demandé de trouver 5% de gisements d'économies sur leurs crédits 2024. Une méthode inspirée des Pays-Bas : « au début des années 2010, le gouvernement a demandé à tous les ministres

de trouver des idées pour dégager 20% d'économies. L'idée était d'en retenir 10%. Cela a plutôt bien marché », décrypte François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et promoteur de cette méthode.

Cela ne veut évidemment pas dire que tous les ministres dépensiers devront faire 5% d'économie sur leur budget dès l'année prochaine. Notamment ceux bénéficiant d'une loi de programmation spécifique de leurs moyens, comme le ministère de la Défense ou celui de l'Intérieur, lesquels représentent déjà, selon la Cour des comptes, 20% des dépenses du budget de l'Etat en 2023... D'autant qu'il faudra aussi financer l'augmentation des



enseignants à l'origine de la moitié de la masse salariale de la fonction publique d'Etat...

Après la réforme des retraites qui a déclenché une levée de boucliers, cet effort budgétaire « risque de faire sauter en l'air tous ceux qui vont devoir payer dans un contexte culturel et politique compliqué », craint Fran-

çois Ecalte. Le risque étant que les ministres « dépensiers » proposent, afin de tenter d'échapper aux coupes, des pistes tellement fantaisistes qu'elles ne soient pas praticables...

**Premier emprunteur.** Le message est pourtant clair. Après les 240 milliards d'euros du « quoi qu'il en coûte » déca-

sés pour faire face à la crise sanitaire - période pendant laquelle la dette a bondi de 16 points (de 97% à 113% du PIB) - il faut fermer le robinet. « Nous devons accélérer le désendettement de la France », a martelé le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, en déviant devant la presse la nouvelle trajec-

●●● Page 2